

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

## COUR D'ARBITRAGE

[2005/201538]

Extrait de l'arrêt n° 101/2005 du 1<sup>er</sup> juin 2005

Numéro du rôle : 3075

*En cause* : le recours en annulation partielle de l'article 1<sup>er</sup>bis, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, telle qu'elle a été modifiée par le décret de la Région wallonne du 29 avril 2004, introduite par P. Thiry et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge P. Martens, faisant fonction de président, du président A. Arts et des juges R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le juge P. Martens,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 2 septembre 2004 et parvenue au greffe le 6 septembre 2004, P. Thiry, demeurant à 4400 Flémalle, rue des Béguines 34, P. Deneye, demeurant à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Vingt Ponts 59/A, et Y. Oly, domicilié à 4400 Flémalle, rue de la Reine 48/6, ont introduit un recours en annulation partielle de l'article 1<sup>er</sup>bis, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, telle qu'elle a été modifiée par le décret de la Région wallonne du 29 avril 2004 (publiée au *Moniteur belge* du 4 juin 2004, deuxième édition).

La demande de suspension partielle de la même disposition légale, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 172/2004 du 28 octobre 2004, publié au *Moniteur belge* du 14 décembre 2004.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant à la disposition attaquée et à l'objet du recours*

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation partielle de l'article 1<sup>er</sup>bis, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, telle qu'elle a été modifiée par le décret de la Région wallonne du 29 avril 2004.

L'article 1<sup>er</sup> dudit décret énonce :

« A l'article 1<sup>er</sup>bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit sont apportées les modifications suivantes.

[...]

7. Un § 5 libellé comme suit est inséré entre le § 3, qui devient le § 4, et le § 4, qui devient le § 7 :

' § 5. Dans les zones A', B' et C' du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Liège-Bierset, les principes suivants sont d'application :

1<sup>o</sup> lorsque des travaux d'insonorisation sont réalisés dans les principales pièces de nuit des habitations reprises à l'intérieur de la zone A du plan de développement à long terme, ceux-ci assurent, par des techniques appropriées, le respect d'un affaiblissement du bruit minimal de 42 dB (A);

2<sup>o</sup> lorsque des travaux d'insonorisation sont réalisés dans les principales pièces de nuit des habitations reprises à l'extérieur de la zone A du plan de développement à long terme, ceux-ci assurent, par des techniques appropriées, le respect d'un affaiblissement du bruit suffisant pour garantir un niveau sonore de maximum 45 dB (A), sans que ces niveaux sonores maximaux puissent être dépassés plus de dix fois au cours d'une période de vingt-quatre heures, pour autant que ces dépassements soient dus à un dépassement du niveau maximal de bruit extérieur visé au § 7.

[...] '

[...] ».

Les parties requérantes demandent plus spécifiquement l'annulation de la partie de phrase « sans que ces niveaux sonores maximaux puissent être dépassés plus de dix fois au cours d'une période de vingt-quatre heures, pour autant que ces dépassements soient dus à un dépassement du niveau maximal de bruit extérieur visé au § 7 ». La Cour limite l'examen du recours à cette partie de la disposition.

*Quant au fond*

B.2.1. Le moyen unique est pris de la violation des articles 22 et 23 de la Constitution. Ces articles disposent :

« Art. 22. Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

« Art. 23. Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

1° le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective;

2° le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique;

3° le droit à un logement décent;

4° le droit à la protection d'un environnement sain;

5° le droit à l'épanouissement culturel et social ».

B.2.2. Dans le développement du moyen, les parties requérantes font valoir que ces deux dispositions doivent être interprétées à la lumière de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, pour la première, et de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, pour la seconde. Elles insistent, concernant cette dernière disposition, sur le principe de *standstill* attaché à l'ensemble des dispositions du Pacte, la Belgique leur ayant expressément reconnu pareil effet.

En vertu de l'article 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, modifié par la loi spéciale du 9 mars 2003, la Cour est compétente pour contrôler les normes législatives au regard des articles du titre II « Des Belges et de leurs droits » et des articles 170, 172 et 191 de la Constitution.

B.2.3. Toutefois, lorsqu'une disposition conventionnelle liant la Belgique a une portée analogue à une ou plusieurs des dispositions constitutionnelles précitées, les garanties consacrées par cette disposition conventionnelle constituent un ensemble indissociable avec les garanties inscrites dans les dispositions constitutionnelles en cause. Par ailleurs, la violation d'un droit fondamental constitue *ipso facto* une violation du principe d'égalité et de non-discrimination.

B.2.4. Il s'ensuit que, lorsqu'est alléguée la violation d'une disposition du titre II ou des articles 170, 172 ou 191 de la Constitution, la Cour tient compte, dans son examen, des dispositions de droit international qui garantissent des droits ou libertés analogues.

Il ressort en outre des travaux préparatoires de l'article 22 de la Constitution que le Constituant a cherché la plus grande concordance possible « avec l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (C.E.D.H.), afin d'éviter toute contestation sur le contenu respectif de l'article de la Constitution et de l'article 8 de la [Convention] » (*Doc. parl.*, Chambre, 1993-1994, n° 997/5, p. 2).

B.3. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

B.4.1. Le décret du 8 juin 2001 disposait que là où les principales pièces de nuit des habitations comprises dans les zones B, C et D du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Liège-Bierset font l'objet de travaux d'isolation qui, par des techniques appropriées, assurent le respect d'un affaiblissement du bruit de - 42 dB (A) pour les habitations de la zone B, de - 37 dB (A) pour les habitations de zone C et de - 32 dB (A) pour les habitations de la zone D, les travaux s'exécutent aux frais de la Région wallonne (article 1<sup>er bis</sup>, § 6, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit). La mesure de l'affaiblissement du bruit dans les différentes zones a été fixée en tenant compte des seuils déterminés pour les diverses zones en ce qui concerne le bruit engendré au sol, lesquels, exprimés en  $L_{max}$ , ont été respectivement fixés à 87 dB (A) dans la zone B, à 82 dB (A) dans la zone C et à 77 dB (A) dans la zone D (§ 4 de l'article précité). Le décret ne prévoyait pas la possibilité de dépassement de ces seuils de bruit; le Gouvernement pouvait toutefois fixer des seuils de bruit inférieurs aux seuils fixés par le décret (§ 9 de l'article précité).

B.4.2. Dans la partie litigieuse du § 5 de l'article 1<sup>er bis</sup> de la loi telle qu'elle a été modifiée par le décret du 29 avril 2004, il est prévu que lorsque des travaux d'insonorisation sont réalisés dans les principales pièces de nuit des habitations reprises à l'extérieur de la zone A du plan de développement à long terme, ceux-ci assurent, par des techniques appropriées, le respect d'un affaiblissement du bruit suffisant pour garantir un niveau sonore de maximum 45 dB (A) « sans que ces niveaux sonores maximaux puissent être dépassés plus de dix fois au cours d'une période de vingt-quatre heures, pour autant que ces dépassements soient dus à un dépassement du niveau maximal de bruit extérieur visé au § 7 ». Pour les zones B, C et D, l'article 1<sup>er bis</sup>, § 7, fixe des seuils respectifs de 87 dB (A), 82 dB (A) et 77 dB (A)  $L_{max}$  pour ce qui concerne la nuit et de 93 dB (A), 88 dB (A) et 83 dB (A)  $L_{max}$  pour ce qui concerne le jour.

B.5. La mesure attaquée instaurée par le décret du 29 avril 2004 postule que les seuils de bruit fixés au § 7 peuvent être dépassés jusqu'à dix fois pendant une période de 24 heures et que, dans ces conditions, le niveau sonore maximal dans les principales pièces de nuit ne devrait pas être garanti. La mesure attaquée ne garantit pas que l'isolation effectuée protégera contre des dépassements sonores dont l'intensité n'est pas déterminée, même s'ils étaient tous concentrés durant la nuit. Une telle mesure peut être de nature à avoir des effets disproportionnés portant gravement atteinte au droit des occupants des habitations situées dans les zones B, C et D au respect de leur vie privée et de leur vie familiale, garanti par l'article 22 de la Constitution.

Le moyen, pris de la violation de l'article 22 de la Constitution, est fondé, de sorte que le moyen, en tant qu'il est également pris de la violation de l'article 23 de la Constitution, ne doit plus être examiné.

B.6. Afin de permettre au législateur décréteur de réévaluer tous les intérêts en jeu, il y a lieu, par application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de maintenir les effets de la disposition annulée jusqu'au 31 décembre 2005.

Par ces motifs,

la Cour

- annule à l'article 1<sup>er bis</sup>, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, telle qu'elle a été modifiée par le décret de la Région wallonne du 29 avril 2004, les termes « sans que ces niveaux sonores maximaux puissent être dépassés plus de dix fois au cours d'une période de vingt-quatre heures, pour autant que ces dépassements soient dus à un dépassement du niveau maximal de bruit extérieur visé au § 7 »;

- maintient les effets de la disposition annulée jusqu'au 31 décembre 2005.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 1<sup>er</sup> juin 2005.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleul.

Le président f.f.,

P. Martens.

## ARBITRAGEHOF

[2005/201538]

## Uittreksel uit arrest nr. 101/2005 van 1 juni 2005

Rolnummer 3075

*In zake*: het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van artikel 1bis, § 5, eerste lid, 2°, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, zoals gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 29 april 2004, ingesteld door P. Thiry en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit rechter P. Martens, waarnemend voorzitter, voorzitter A. Arts en de rechters R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van rechter P. Martens,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 2 september 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 6 september 2004, hebben P. Thiry, wonende te 4400 Flémalle, rue des Béguines 34, P. Deneye, wonende te 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Vingt Ponts 59/A, en Y. Oly, wonende te 4400 Flémalle, rue de la Reine 48/6, beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van artikel 1bis, § 5, eerste lid, 2°, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, zoals gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 29 april 2004 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 juni 2004, tweede uitgave).

De vordering tot gedeeltelijke schorsing van dezelfde wetsbepaling, ingediend door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 172/2004 van 28 oktober 2004, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 2004.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van de bestreden bepaling en het onderwerp van het beroep*

B.1. De verzoekende partijen vorderen de gedeeltelijke vernietiging van artikel 1bis, § 5, eerste lid, 2°, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, zoals gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 29 april 2004.

Artikel 1 van het voormelde decreet bepaalt :

« Artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder wordt gewijzigd als volgt :

[...]

7. Tussen § 3, die § 4 wordt, en § 4, die § 7 wordt, wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

' § 5. In de zones A', B' en C' van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthaven van Luik-Bierset zijn de volgende principes van toepassing :

1° wanneer de isolatiewerken in de voornaamste nachtruimte(n) van de woningen gelegen binnen zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn worden uitgevoerd, wordt via geschikte technieken gezorgd voor een geluidsvermindering van minimum 42 dB (A);

2° wanneer de isolatiewerken in de voornaamste nachtruimte(n) van de woningen gelegen buiten zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn worden uitgevoerd, wordt via geschikte technieken gezorgd voor een voldoende geluidsvermindering om een geluidsniveau van hoogstens 45 dB (A) te waarborgen zonder dat deze maximale geluidsniveaus meer dan tien keer gedurende een periode van 24 uur worden overschreden voor zover deze overschrijdingen te wijten zijn aan een overschrijding van het in § 7 bedoelde externe maximale geluidsniveau.

[...]

[...]

De verzoekende partijen vorderen meer in het bijzonder de vernietiging van het zinsdeel « zonder dat deze maximale geluidsniveaus meer dan tien keer gedurende een periode van 24 uur worden overschreden voorzover deze overschrijdingen te wijten zijn aan een overschrijding van het in § 7 bedoelde externe maximale geluidsniveau ». Het Hof beperkt het onderzoek van het beroep tot dat gedeelte van de bepaling.

*Ten gronde*

B.2.1. Het enig middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 22 en 23 van de Grondwet. Die artikelen bepalen :

« Art. 22. Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

« Art. 23. Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

1° het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil, het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, alsmede het recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen;

2° het recht op sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand;

3° het recht op een behoorlijke huisvesting;

4° het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu;

5° het recht op culturele en maatschappelijke ontplooiing ».

B.2.2. In de uiteenzetting van het middel voeren de verzoekende partijen aan dat beide bepalingen dienen te worden geïnterpreteerd in het licht van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, wat de eerste betreft, en van artikel 12 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, wat de tweede betreft. In verband met die laatste bepaling leggen zij de nadruk op het *standstill*-beginsel verbonden aan alle bepalingen van het Verdrag, waarbij België aan die bepalingen uitdrukkelijk een dergelijk effect heeft toegekend.

Op grond van artikel 1, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, gewijzigd bij de bijzondere wet van 9 maart 2003, is het Hof bevoegd om wetsnormen te toetsen aan de artikelen van titel II « De Belgen en hun rechten » en aan de artikelen 170, 172 en 191 van de Grondwet.

B.2.3. Wanneer evenwel een verdragsbepaling die België bindt, een draagwijdte heeft die analoog is aan die van een of meer van de voormelde grondwetsbepalingen, vormen de waarborgen vervat in die verdragsbepaling een onlosmakelijk geheel met de waarborgen die in de betrokken grondwetsbepalingen zijn opgenomen. De schending van een grondrecht houdt overigens *ipso facto* een schending in van het gelijkheids- en niet-discriminatiebeginsel.

B.2.4. Daaruit volgt dat, wanneer een schending wordt aangevoerd van een bepaling van titel II of van de artikelen 170, 172 of 191 van de Grondwet, het Hof bij zijn onderzoek rekening houdt met de internationaalrechtelijke bepalingen die analoge rechten of vrijheden waarborgen.

Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 22 van de Grondwet blijkt bovendien dat de Grondwetgever een zo groot mogelijke concordantie heeft willen nastreven « met artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM), teneinde betwistingen over de inhoud van dit Grondwetsartikel respectievelijk artikel 8 EVRM te vermijden » (*Parl. St.*, Kamer, 1993-1994, nr. 997/5, p. 2).

B.3. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen ».

B.4.1. Het decreet van 8 juni 2001 bepaalde dat in de voornaamste nachtruimten van de woningen gelegen in de zones B, C en D van het plan met betrekking tot de blootstelling aan geluidshinder van de luchthaven Luik-Bierset op kosten van het Waalse Gewest isolatiewerken worden uitgevoerd waarbij via geschikte technieken gezorgd wordt voor een geluidshindervermindering van - 42 dB (A) voor de woningen van zone B, van - 37 dB (A) voor de woningen van zone C en van - 32 dB (A) voor de woningen van zone D (artikel 1bis, § 6, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder). De mate van geluidsvermindering in de onderscheiden zones werd vastgesteld rekening houdend met de voor de diverse zones vastgestelde drempels voor het op de grond voortgebrachte geluid, die, uitgedrukt in  $L_{max}$ , vastgesteld werden op respectievelijk 87 dB (A) in zone B, 82 dB (A) in zone C en 77 dB (A) in zone D (§ 4 van voormeld artikel). Het decreet voorzag niet in de mogelijkheid van overschrijding van die geluidsdrempels; de Regering kon wel lagere drempels vaststellen dan die bepaald bij het decreet (§ 9 van voormeld artikel).

B.4.2. In het aangevochten onderdeel van § 5 van artikel 1bis van de wet, zoals gewijzigd bij het decreet van 29 april 2004, is bepaald dat wanneer isolatiewerken worden uitgevoerd in de voornaamste nachtruimten van de woningen gelegen buiten zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn, via geschikte technieken wordt gezorgd voor een voldoende geluidsvermindering om een geluidsniveau van hoogstens 45 dB (A) te waarborgen « zonder dat deze maximale geluidsniveaus meer dan tien keer gedurende een periode van 24 uur worden overschreden voor zover deze overschrijdingen te wijten zijn aan een overschrijding van het in § 7 bedoelde externe maximale geluidsniveau ». In artikel 1bis, § 7, zijn voor de zones B, C en D, voor wat de nacht betreft, geluidsdrempels bepaald van respectievelijk 87 dB (A), 82 dB (A) en 77 dB (A)  $L_{max}$  en, voor wat de dag betreft, van respectievelijk 93 dB (A), 88 dB (A) en 83 dB (A)  $L_{max}$ .

B.5. De bij het decreet van 29 april 2004 ingevoerde bestreden maatregel gaat ervan uit dat de in § 7 bepaalde geluidsdrempels tot tien keer gedurende een periode van 24 uur kunnen worden overschreden en dat in die omstandigheden het maximale geluidsniveau in de voornaamste nachtruimten niet zou moeten worden gewaarborgd. De bestreden maatregel waarborgt niet dat de uitgevoerde isolatie bescherming zal bieden tegen geluidsoverschrijdingen waarvan de intensiteit niet bepaald is, zelfs wanneer die alle tijdens de nacht zouden zijn geconcentreerd. Een dergelijke maatregel kan van die aard zijn dat hij onevenredige gevolgen heeft die een ernstige inbreuk inhouden op het recht van de bewoners van de woningen gelegen in de zones B, C en D op eerbiediging van hun privé-leven en hun gezinsleven, gewaarborgd bij artikel 22 van de Grondwet.

Het middel, afgeleid uit de schending van artikel 22 van de Grondwet, is gegrond, zodat het middel, in zoverre het tevens is afgeleid uit de schending van artikel 23 van de Grondwet, niet meer dient te worden onderzocht.

B.6. Teneinde de decreetgever ertoe in staat te stellen alle hierbij betrokken belangen opnieuw af te wegen, dienen, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de gevolgen van de vernietigde bepaling te worden gehandhaafd tot 31 december 2005.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt in artikel 1bis, § 5, eerste lid, 2°, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, zoals zij is gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 29 april 2004, de woorden « zonder dat deze maximale geluidsniveaus meer dan tien keer gedurende een periode van 24 uur worden overschreden voorzover deze overschrijdingen te wijten zijn aan een overschrijding van het in § 7 bedoelde externe maximale geluidsniveau »;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling tot 31 december 2005.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 1 juni 2005.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De wnd. voorzitter,

P. Martens.

## SCHIEDSHOF

[2005/201538]

## Auszug aus dem Urteil Nr. 101/2005 vom 1. Juni 2005

Geschäftsverzeichnisnummer 3075

*In Sachen:* Klage auf teilweise Nichtigerklärung von Artikel 1bis § 5 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung in der durch das Dekret der Wallonischen Region vom 29. April 2004 abgeänderten Fassung, erhoben von P. Thiry und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden P. Martens, dem Vorsitzenden A. Arts und den Richtern R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Richters P. Martens,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 2. September 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 6. September 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben P. Thiry, wohnhaft in 4400 Flémalle, rue des Béguines 34, P. Deneve, wohnhaft in 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Vingt Ponts 59/A, und Y. Oly, wohnhaft in 4400 Flémalle, rue de la Reine 48/6, Klage auf teilweise Nichtigerklärung von Artikel 1bis § 5 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung in der durch das Dekret der Wallonischen Region vom 29. April 2004 abgeänderten Fassung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. Juni 2004, zweite Ausgabe).

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf teilweise einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmung wurde durch das Urteil Nr. 172/2004 vom 28. Oktober 2004, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Dezember 2004 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

*Hinsichtlich der angefochtenen Bestimmung und des Klagegegenstands*

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die teilweise Nichtigerklärung von Artikel 1bis § 5 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung in der durch das Dekret der Wallonischen Region vom 29. April 2004 abgeänderten Fassung.

Artikel 1 des vorgenannten Dekrets bestimmt:

«In Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

[...]

7. Ein § 5 mit dem nachstehenden Wortlaut wird zwischen den § 3, der zum § 4 wird, und den § 4, der zum § 7 wird, eingefügt:

‘ § 5. In den Zonen A’, B’ und C’ des Lärmbelastungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset sind folgende Grundsätze anwendbar:

1° wenn in den Hauptschlafräumen der innerhalb der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans aufgenommenen Wohnungen Schalldämmungsarbeiten durchgeführt werden, gewährleisten diese durch angemessene Techniken die Einhaltung einer minimalen Schalldämmung von 42 dB (A);

2° wenn in den Hauptschlafräumen der außerhalb der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans aufgenommenen Wohnungen Schalldämmungsarbeiten durchgeführt werden, gewährleisten diese durch angemessene Techniken die Einhaltung einer Schalldämmung, die ausreicht, um einen Schallpegel von höchstens 45 dB (A) zu garantieren, ohne daß diese maximalen Schallpegel mehr als zehnmal im Laufe eines Zeitraums von vierundzwanzig Stunden überschritten werden dürfen, vorausgesetzt daß diese Überschreitungen auf eine Überschreitung des in § 7 erwähnten maximalen Außenschallpegel zurückzuführen sind.

[...]

[...].

Die klagenden Parteien beantragen insbesondere die Nichtigerklärung des Satzteils «ohne daß diese maximalen Schallpegel mehr als zehnmal im Laufe eines Zeitraums von vierundzwanzig Stunden überschritten werden dürfen, vorausgesetzt daß diese Überschreitungen auf eine Überschreitung des in § 7 erwähnten maximalen Außenschallpegel zurückzuführen sind». Der Hof beschränkt die Prüfung der Klage auf diesen Teil der Bestimmung.

*Zur Hauptsache*

B.2.1. Der einzige Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 22 und 23 der Verfassung abgeleitet. Diese Artikel bestimmen:

«Art. 22. Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes».

«Art. 23. Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

1. das Recht auf Arbeit und auf freie Wahl der Berufstätigkeit im Rahmen einer allgemeinen Beschäftigungspolitik, die unter anderem darauf ausgerichtet ist, einen Beschäftigungsstand zu gewährleisten, der so stabil und hoch wie möglich ist, das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie das Recht auf Information, Konsultation und kollektive Verhandlungen;

2. das Recht auf soziale Sicherheit, auf Gesundheitsschutz und auf sozialen, medizinischen und rechtlichen Beistand;

3. das Recht auf eine angemessene Wohnung;

4. das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt;

5. das Recht auf kulturelle und soziale Entfaltung».

B.2.2. In der Darlegung des Klagegrunds machen die klagenden Parteien geltend, daß die beiden Bestimmungen im Lichte von Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention - was die erste Bestimmung betrifft - und von Artikel 12 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte - was die zweite Bestimmung betrifft - auszulegen seien. Im Zusammenhang mit der letztgenannten Bestimmung heben sie das mit sämtlichen Bestimmungen des Paktes einhergehende Stillhalteprinzip hervor, wobei Belgien diesen Bestimmungen ausdrücklich eine solche Wirkung zuerkannt haben soll.

Aufgrund von Artikel 1 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof in der durch das Sondergesetz vom 9. März 2003 abgeänderten Fassung ist der Hof dafür zuständig, Gesetzesnormen anhand der Artikel von Titel II «Die Belgier und ihre Rechte» sowie der Artikel 170, 172 und 191 der Verfassung zu prüfen.

B.2.3. Wenn jedoch eine für Belgien verbindliche Vertragsbestimmung eine ähnliche Tragweite hat wie eine oder mehrere der obenerwähnten Verfassungsbestimmungen, bilden die in dieser Vertragsbestimmung enthaltenen Garantien ein untrennbares Ganzes mit den Garantien, die in den betreffenden Verfassungsbestimmungen enthalten sind. Der Verstoß gegen ein Grundrecht beinhaltet im übrigen *ipso facto* einen Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung.

B.2.4. Daraus ergibt sich, daß der Hof, wenn ein Verstoß gegen eine Bestimmung von Titel II oder gegen die Artikel 170, 172 oder 191 der Verfassung angeführt wird, bei seiner Prüfung die Bestimmungen des internationalen Rechts, die ähnliche Rechte und Freiheiten garantieren, berücksichtigt.

Aus den Vorarbeiten zu Artikel 22 der Verfassung geht im übrigen hervor, daß der Verfassungsgeber eine möglichst weitgehende Übereinstimmung «mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention [angestrebt hat], um Streitigkeiten über den Inhalt dieses Verfassungsartikels sowie den Inhalt von Artikel 8 der Konvention zu vermeiden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1993-1994, Nr. 997/5, S. 2).

B.3. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Jedermann hat Anspruch auf Achtung seines Privat- und Familienlebens, seiner Wohnung und seines Briefverkehrs.

(2) Der Eingriff einer öffentlichen Behörde in die Ausübung dieses Rechts ist nur statthaft, insoweit dieser Eingriff gesetzlich vorgesehen ist und eine Maßnahme darstellt, die in einer demokratischen Gesellschaft für die nationale Sicherheit, die öffentliche Ruhe und Ordnung, das wirtschaftliche Wohl des Landes, die Verteidigung der Ordnung und zur Verhinderung von strafbaren Handlungen, zum Schutz der Gesundheit und der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer notwendig ist».

B.4.1. Das Dekret vom 8. Juni 2001 bestimmte, daß die Hauptschlafräume der Wohnungen, die sich in den Zonen B, C und D des Lärmbelastungsplans des Flughafens von Lüttich-Bierset befinden, auf Kosten der Wallonischen Region den Gegenstand von Isolierungsarbeiten bilden, die durch die Anwendung geeigneter Techniken die Einhaltung einer Lärmschwächung von - 42 dB (A) für die Wohnungen in der Zone B, - 37 dB (A) in der Zone C und - 32 dB (A) in der Zone D gewährleisten (Artikel 1bis § 6 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung). Das Maß der Lärmschwächung in den jeweiligen Zonen wurde unter Berücksichtigung der für die betreffenden Zonen festgelegten Hörschwellen am Boden bestimmt, die in  $L_{max}$  ausgedrückt werden und 87 dB (A) in der Zone B, 82 dB (A) in der Zone C und 77 dB (A) in der Zone D betragen (§ 4 des vorgenannten Artikels). Das Dekret sah nicht die Möglichkeit der Überschreitung dieser Lärmschwellen vor; die Regierung konnte jedoch Lärmschwellen bestimmen, die die im Dekret bestimmten Schwellenwerte unterschreiten (Artikel 9 des vorgenannten Artikels).

B.4.2. Im angefochtenen Teil von § 5 von Artikel 1bis des Gesetzes in der durch das Dekret vom 29. April 2004 abgeänderten Fassung ist vorgesehen, daß, wenn in den Hauptschlafräumen der außerhalb der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans aufgenommenen Wohnungen Schalldämmungsarbeiten durchgeführt werden, diese durch angemessene Techniken die Einhaltung einer Schalldämmung gewährleisten, die ausreicht, um einen Schallpegel von höchstens 45 dB (A) zu garantieren, «ohne daß diese maximalen Schallpegel mehr als zehnmals im Laufe eines Zeitraums von vierundzwanzig Stunden überschritten werden dürfen, vorausgesetzt daß diese Überschreitungen auf eine Überschreitung des in § 7 erwähnten maximalen Außenschallpegel zurückzuführen sind». In Artikel 1bis § 7 sind für die Zonen B, C und D nachts Lärmschwellen von jeweils 87 dB (A), 82 dB (A) und 77 dB (A)  $L_{max}$  und tagsüber von jeweils 93 dB (A), 88 dB (A) und 83 dB (A)  $L_{max}$  vorgesehen.

B.5. Die angefochtene, durch das Dekret vom 29. April 2004 eingeführte Maßnahme geht davon aus, daß die in § 7 festgelegten Lärmschwellen bis zehnmals im Laufe eines Zeitraums von 24 Stunden überschritten werden dürfen und daß unter diesen Umständen der maximale Schallpegel in den Hauptschlafräumen nicht gewährleistet werden soll. Die angefochtene Maßnahme garantiert nicht, daß die durchgeführte Schalldämmung vor Lärmpegelüberschreitungen schützt, deren Intensität nicht bestimmt ist, auch wenn diese alle in der Nacht konzentriert sind. Eine solche Maßnahme kann so beschaffen sein, daß sie unverhältnismäßige Folgen zeitigt, die das in Artikel 22 der Verfassung verankerte Recht der Bewohner der in den Zonen B, C und D gelegenen Wohnungen auf Achtung vor ihrem Privat- und Familienleben in gravierender Weise beeinträchtigen.

Der aus einem Verstoß gegen Artikel 22 der Verfassung abgeleitete Klagegrund ist begründet, weshalb er insofern, als er ebenfalls aus einem Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung abgeleitet ist, nicht mehr geprüft werden muß.

B.6. Damit der Dekretgeber in die Lage versetzt wird, alle betroffenen Interessen erneut abzuwägen, sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof bis zum 31. Dezember 2005 aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt in Artikel 1bis § 5 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung in der durch das Dekret der Wallonischen Region vom 29. April 2004 abgeänderten Fassung die Wortfolge «ohne daß diese maximalen Schallpegel mehr als zehnmals im Laufe eines Zeitraums von vierundzwanzig Stunden überschritten werden dürfen, vorausgesetzt daß diese Überschreitungen auf eine Überschreitung des in § 7 erwähnten maximalen Außenschallpegel zurückzuführen sind» für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum 31. Dezember 2005 aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 1. Juni 2005.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der stellv. Vorsitzende,  
P. Martens.